Thibault THOMAS 34

De: denis.paturle@mjpm92.fr
Envoyé: vendredi 31 mai 2024 16:20
À: contact@thomas34.fr; eric.thomas78000@gmail.com; didier.thomas78@gmail.com
Objet: Mesure de Protection de MME Blondel Veuve THOMAS
Pièces jointes: LES DOCUMENTS SUIVANTS pour ouvrir la mesure de protection.pdf

Bonjour,

Permettez-moi de vous adresser à tous le mail ci-dessous ayant été mandaté par le Tribunal de Vanves en date du 3 Mai 2024, pour exercer le Mandat Spécial concernant votre mère.

Le jugement a été reçu le 16 Mai 2024

Dans le cadre du Mandat et conformément au code civil (Art. 108-3, 473, 474, 475, 503 et 510 au 01/01/2009) je suis désormais la personne en charge de la gestion des actes d'administration et de disposition de votre mère.

Suite à la consultation du dossier au Tribunal et à l'échange avec Madame La Juge, il m'a été précisé, que votre mère était propriétaire de plusieurs biens immobiliers, d'assurance vie et Comptes bancaires. :

1. Une résidence principale : 67 boulevard Exelmans
2. Une résidence secondaire : 117 rue du Général de Ségur
3. Un appartement loué : 269 rue Lecourbe
4. Propriétaire de parts au sein de la SCI géré par Monsieur Thibault THOMAS
5. Détentrice d'assurance vie et de comptes bancaires (HSBC devenu CCF).
6. Coffre-fort dans l'appartement principal.

Pour ouvrir la mesure de protection dans les meilleures conditions, j'ai besoin d'un certain nombre d'informations, me permettant de rendre **en temps et en heure l'inventaire patrimoniale au Juge des Tutelles. Passé ce délai du 3 Aout 2024, le Juge mandate un commissaire pour exécuter l'inventaire.**

Aussi, j'ai besoin d'identifier les **créanciers et les ressources** (Pension de réversion, Dividendes de la SCI...) , de récupérer les clefs des biens immobiliers et du coffre. Je planifierai un RDV avec l'agence immobilière pour les estimations et le commissaire-priseur pour les biens mobiliers.

Il est donc nécessaire que celui qui détient les clefs des trois biens immobiliers puissent me les adresser assez rapidement ou convenir d'un RDV me permettant de faire les diligences demandées dans le cadre du mandat.

Je vous remercie par avance de votre aide et vous adresse en PJ les documents administratifs attendus.

PS : Sachez que si je notifie rapidement les banques, et organismes mieux la mesure se met en place. Concernant HSBC, l'ancien RIB est valable

Bien Cordialement

Denis PATURLE

Mandataire Judiciaire à la Protection du Majeur

BP 60020

92362 MEUDON LA FORET Cédex

Téléphone : 07.87.55.95.96

Email : denis.paturle@mjpm92.fr

Siret : 841 888 910 00012 APE : 6910Z - CNC N° 1262864

Membre de l'Association des MJPM d'Ile de France

Cet e-mail contient des informations confidentielles protégées par le secret professionnel. S'il ne vous est pas destiné, nous vous remercions de le détruire immédiatement, sans le copier, ni relever ou transmettre son contenu à quiconque.

Les informations que vous nous communiquez ont pour objet d'assurer la gestion et le suivi:

- de la représentation juridique, de l'assistance et du contrôle des personnes placées par l'autorité judiciaire sous sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mandat ad hoc,

- administrative et comptable des personnes placées par l'autorité judiciaire sous sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mandat ad hoc,

Les informations sont conservées 5 ans à compter de la fin de la mesure de protection. A l'expiration de cette période, les données sont détruites ou archivées de manière sécurisée.

Les destinataires des données sont les membres du personnel dûment habilités, la direction départementale de la cohésion sociale territorialement compétente, les organismes externes en relation avec les personnes protégées ou assistées s'agissant des données strictement nécessaires à la poursuite des relations contractuelles, le versement des prestations dues, ainsi que l'accompagnement médico-social des personnes suivies, les autorités judiciaires compétentes.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification, de limitation, d'effacement aux informations qui vous concernent en vous adressant au cabinet

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d'accès n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.